VERBATIM

CONFERENCE DE PRESSE

Bangui, le 15 avril 2026

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA
Bonjour à tous, je suis Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA.
C'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour cette nouvelle conférence de presse de la Mission.
Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, à travers le pays, soyez les bienvenus.

Depuis notre dernière conférence de presse, la MINUSCA a été particulièrement mobilisée au début du mois d'avril autour de plusieurs engagements de haut niveau. À cet égard, la Mission a accompagné la visite en République centrafricaine d'une délégation de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies, conduite par son Président, Ambassadeur Omar Hilale, en présence de la Sous-Secrétaire générale chargée de la consolidation de la paix, Madame Elizabeth Spehar. Cette visite a permis de réaffirmer le soutien de la communauté internationale aux efforts de paix et stabilisation, et d'apprécier les avancées enregistrées par le pays, notamment dans la conduite d'élections apaisées et inclusives, la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation, ainsi que les progrès en matière de restauration et d'extension de l'autorité de l'État.

Les échanges avec les autorités nationales, la société civile et les bénéficiaires de projets, notamment à Bangui et à Bouar, ont également permis de mesurer concrètement l'impact du Fonds pour la consolidation de la paix. Celui-ci appuie des initiatives en matière de réintégration des ex-combattants, de cohésion sociale, de participation des femmes et des jeunes, ou encore de solutions durables pour les personnes déplacées et retournées. Sur le terrain, ces projets contribuent à fournir des moyens de subsistance, à renforcer le vivre-ensemble et à prévenir les tensions au sein des communautés. Ils viennent ainsi compléter l'action de la MINUSCA en matière de sécurité et de stabilisation. Cette articulation entre appui sécuritaire, accompagnement politique et investissements ciblés en faveur des communautés permet de consolider les acquis de la paix et d'inscrire les efforts dans une dynamique durable de stabilisation.

Dans le prolongement de cette visite de haut niveau, la Représentante spéciale du Secrétaire général Valentine Rugwabiza a poursuivi ses engagements avec les partenaires régionaux et continentaux présents à Bangui à l'occasion de l'investiture du Président.

Elle a ainsi reçu, le 31 mars, l'Ambassadeur Souef Mohammed El-Amine, Chef de Cabinet du Président de la Commission de l'Union africaine, avec lequel les discussions ont porté sur les acquis de l'Accord Politique en République centrafricaine, ainsi que sur les défis sécuritaires sous-régionaux. Les échanges ont permis d'identifier des axes de coordination renforcée entre la MINUSCA et la Commission de l'Union africaine.

La Représentante spéciale a par ailleurs tenu sa première rencontre avec le Président de la Commission de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC en cigle), Monsieur Ezechiel Nibigira, depuis sa prise de fonction. Les échanges ont permis de saluer le soutien constant de la CEEAC à la République centrafricaine ainsi que la contribution des pays membres à la Force et à la Police de la MINUSCA. Ils ont également permis de réaffirmer l'engagement commun à consolider les acquis de paix ainsi que la stabilité institutionnelle et sécuritaire du pays.

S'agissant du processus électoral, la MINUSCA poursuit son appui aux autorités nationales en vue de la tenue du second tour des élections législatives et des élections partielles prévues le 26 avril prochain.

Le 8 avril, l'Autorité nationale des élections a réceptionné à l'aéroport international de Bangui M'Poko environ 9 tonnes de matériel électoral sensible, comprenant notamment les bulletins de vote et les procès-verbaux. Ces équipements, acquis avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement à travers le panier de fonds électoral, ont été sécurisés par la MINUSCA en amont de leur déploiement.

Depuis le 11 avril, la Mission assure l'acheminement de ces matériels sensibles ainsi que des kits électoraux vers les zones de l'intérieur du pays. À ce jour, plus de 21 tonnes de matériel ont déjà été déployées vers plusieurs préfectures, notamment en Basse-Kotto, dans le Haut-Mbomou, le Mbomou, la Ouaka, la Nana-Gribizi, l'Ouham-Fafa, la Lim-Pende et la Vakaga.

Parallèlement, dans le cadre du Plan intégré de sécurisation des élections, la MINUSCA, en étroite coordination avec les forces de défense et de sécurité centrafricaines, consolident les mécanismes sécuritaires au niveau national et préfectoral. Cela inclut notamment le déploiement progressif des Forces de sécurité intérieure aux côtés des FACA dans les zones électorales, le renforcement des patrouilles conjointes et la sécurisation des sites sensibles. Ces dispositions s'appuient sur les enseignements tirés du premier tour des élections du 28 décembre 2025.

Enfin, et pour revenir à l'actualité des engagements de la Représentante spéciale, Madame Valentine Rugwabiza a pris part, le 14 avril à Bangui, à la 12ème session du Comité stratégique sur le Désarmement, la Démobilisation, la Réintégration et le Rapatriement, la Réforme du secteur de la sécurité et la Réconciliation nationale, présidée par Son Excellence le Président de la République.

Cette session a permis de dresser un état des lieux des avancées enregistrées dans la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation, notamment avec, depuis juillet 2025, le désarmement et la démobilisation de 1 331 ex-combattants issus des groupes 3R et UPC, ainsi que la dissolution de 11 des 14 groupes signataires de l'Accord Politique. Elle a également été l'occasion de rappeler la nécessité de poursuivre et d'amplifier cette dynamique, en vue de la dissolution complète des groupes armés encore actifs.

Dans son intervention, la Représentante spéciale du Secrétaire général a souligné l'importance d'inscrire ces efforts dans une approche globale, combinant désarmement effectif, réintégration socio-économique durable des ex-combattants et renforcement des capacités des forces nationales de défense et de sécurité. Elle a notamment insisté sur la nécessité de disposer d'un cadre clair et concerté pour la poursuite des opérations de désarmement, tout en privilégiant des solutions de réintégration viables et inclusives au bénéfice des communautés.

Questions des journalistes

Radio Ndeke Luka (Amid Tidiani)

- Bonjour à tous. J'ai deux questions à vous poser. La première, ça concerne l'interception d'une cargaison d'armes en Mboki par les autorités locales. Quelle est la réaction de la MINUSCA par rapport à cette situation ? Puisque le coordonnateur de l'ONG Tolérance accuse directement la MINUSCA en disant que c'est la MINUSCA qui en est la responsable.
- La deuxième question, ça concerne Bambouti. Nous savons tous que la MINUSCA a déjà retiré sa base au niveau de Bambouti, mais le député local se lamente du fait que l'insécurité bat encore son plein dans la zone. Comment est-ce que la MINUSCA peut faire pour appuyer le gouvernement afin de sécuriser cette localité Merci beaucoup.

Réponses aux questions

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci Radio Ndeke Luka, pour votre question. Pour la première question, après vérification, avec les autorités nationales, nous avons donc pu attester que la cargaison des munitions appartenait bien à notre force d'intervention rapide ivoirienne. Suite à cela, cette cargaison a été remise à la MINUSCA et a été rétrocédée directement à cette force d'intervention ivoirienne.

Alors, deuxième question concernant Bambouti. À ce niveau-ci, ce qu'il faut surtout comprendre, c'est que je viens d'expliquer sur le plan intégré de sécurisation des élections est en train de se mettre en place. Et ce qu'il faut aussi dire, c'est qu'il faut rappeler qu'il y a eu des avancées notables qui ont été enregistrées au niveau du Haut Mbomou. C'est le cas notamment dans les localités telles que, Zemio, Djema, Mboki, Obo et Bambouti. On a observé depuis ces dernières semaines qu'il y a des retours des réfugiés en masse, qui venaient de Zappai et qui sont revenus à Zemio. On a aussi pu constater de notre côté des Centrafricains qui revenaient du Sud Soudan. Donc, la situation sécuritaire, y compris à Bambouti, est suivie de très près par la mission.

Dans ce contexte, on a aussi renforcé notre dispositif pour la sécurisation des élections. Donc, des casques bleus seront déployés à Bambouti en coordination étroite avec les FACA, déjà présent en nombre, parce qu'il ne faut pas oublier que les FACA ont été déployées avec notre soutien au niveau de Bambouti. Donc, on ne peut pas parler de vide sécuritaire au niveau de la localité de Bambouti, vu qu'une fois que notre contingent s'est retiré, les FACA ont été renforcées et que d'ailleurs, ils ont pu reprendre l'occupation de notre base militaures, ce qui a permis justement d'améliorer leur capacité opérationnelle. Donc, voilà, c'est la situation à l'heure actuelle et dans les prochaines semaines, on pourra vous donner encore plus de détails sur justement comment cette sécurisation sera renforcée dans le cadre du process électoral. Merci.

Questions des journalistes

Le Gardien Médias (Selda Junior Boute)

- Monsieur Joël, plusieurs bases sont fermées à l'intérieur du pays dans le cadre de transferts progressifs aux autorités nationales. Je veux justement savoir, cette réduction ou fermeture est-elle liée à une amélioration réelle de la situation sur le terrain ou à des contraintes budgétaires ? Et quelles garanties pour la population après le départ des casques bleus dans certaines localités ?
- Toujours dans le cadre du transfert de responsabilités aux autorités centrafricaines, comment la MINUSCA va-t-elle accompagner concrètement ce transfert aux autorités ?
- Ma dernière question est de savoir, nul n'est sans ignorer que la quiétude de la population est toujours garantie par la présence des casques bleus sur le terrain. Alors, la protection des civils reste-t-elle une priorité pour la MINUSCA ?

Réponses aux questions

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Je pense que ce qu'il faut comprendre, c'est que cette fermeture s'inscrit d'abord et avant tout dans une reconfiguration du dispositif de la mission et non dans une logique de retrait. Ce n'est pas parce que certaines bases ferment, il y en a d'autres qui sont toujours ouvertes, il y a encore des bureaux de terrain qui sont présents. Donc, il faut aussi revenir un petit peu à la raison par rapport à ça. Ça, c'est la première chose que je pourrais expliquer.

Pour moi, il y a trois réalités. Il y a premièrement, effectivement, l'amélioration progressive de la situation sécuritaire dans plusieurs zones du pays. Et d'ailleurs, c'est ce qui a permis d'avoir des scrutins groupés au mois de décembre dernier. Donc, je pense que si la situation sécuritaire n'avait pas été telle qu'elle a été, je ne pense pas que les élections seraient passées de cette manière-là. Il y a eu des petites poches d'insécurité, effectivement. On en a parlé aussi dans cette conférence de presse, mais la situation sécuritaire dans l'ensemble s'est améliorée.

La deuxième réalité, effectivement, les contraintes financières, c'est une réalité. On reçoit notre mandat du Conseil de sécurité, on reçoit des consignes du Secrétaire général, donc il faut aussi, à un moment donné, s'adapter par rapport à ça. On vous parle régulièrement de l'extension et de la restauration de l'autorité de l'État. Dès l'instant où la situation sécuritaire s'est améliorée, qu'on a permis aux forces de défense et de sécurité de pouvoir occuper ces territoires en question, à un moment donné, on doit laisser la place aux forces de défense sécurité pour administrer ces territoires si je puis m'exprimer de cette manière-là. Donc, c'est cette triple réalité qu'il faut prendre en considération.

Vous avez posé la question de comment ça va se faire concrètement. Donc là, dans les prochaines semaines, il y aura pour les bases permanentes, il y aura un transfert officiel qui va se faire. Parce que, comme l'a expliqué le commandant de la Force ici à la conférence de presse il y a quelques semaines, les bases temporaires, il n'y avait

pas d'infrastructures. C'étaient des militaires qui étaient installés à un endroit donné et qui vivaient sous tente, et occupaient un espace.

Pour les bases permanentes, c'étaient des bâtiments, c'est l'air conditionné, ce sont des machines de traitement d'eau. Tout ça va être rétrocéder. Et comme je viens de prendre l'exemple de Bambouti, par exemple, cette base-là, maintenant, elle est utilisée par les FACA et elle permet aux FACA de travailler dans les meilleures conditions et de pouvoir exercer leurs fonctions convenablement. En fait, il ne faut pas prendre les choses de manière singulière. On a transféré, par exemple, des moyens roulants l'année passée. Le Commandant de la Force a parlé de plus de 300 motos, on a parlé de 12 pick-up.

Tous ces éléments-là contribuent à cette logique. Et alors surtout, c'est qu'on parle de reconfiguration, on parle de reconfiguration de notre présence. C'est aussi pour faire en sorte que de notre côté, on soit beaucoup plus agile et beaucoup plus mobile et plus en mesure aussi d'intervenir en cas de besoins. Donc, on a par exemple déjà prépositionné certaines forces d'intervention rapides de manière à ce qu'elles puissent être prêtes en cas de problème. On a parlé ici aussi dans cette conférence de presse des patrouilles de longue portée semi-temporaires dans le sens où elles peuvent rester dans une zone entre 5 et 10 jours, dépendamment de la situation qui est établie sur place et qui fonctionnent toujours sur base des mécanismes d'alerte précoce avec les populations des alentours. Donc, je pense qu'il faut voir les choses sous un autre angle, j'ai envie de dire. Je vous ai donné les trois réalités.

Questions des journalistes

Radio Fréquence RJDH (Léa Manivela)

- En parlant de Bambouti, il y a de cela quatre mois que la sous-préfète aussi a été prise en otage. Est-ce que la MINUSCA continue aussi d'apporter sa main forte au gouvernement pour la libération de ces otages ? Merci.

Réponses aux questions

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA
La MINUSCA, dans le cadre de ses bons offices, se tient toujours à la disposition des autorités nationales et des partenaires concernés, parce qu'il y a beaucoup de partenaires qui sont impliqués dans ce processus pour appuyer tous les efforts qui sont en cours. Il y a plusieurs efforts qui sont en cours au niveau du Haut Mbomou pour trouver une issue à cette situation. Nous, nous poursuivons nos actions aussi pour s'assurer que, par exemple, l'ensemble de ces délégations qui vont sur le terrain puissent bénéficier de l'appui de la mission. Donc oui, la MINUSCA est là et en soutien et toujours ouverte à pouvoir prêter main forte.

Questions des journalistes

Radio Guira FM (Nourra Oualot)

- Vous venez de mentionner que les matériels électoraux étaient déjà déployés dans les grandes préfectures pour les élections partielles et le deuxième tour de législatives régionales et municipales. Mais comment se fera le redéploiement secondaire de ces matériels dans certaines localités les plus reculées pour ces élections ?

Réponses aux questions

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA
Ici, on a l'expérience de décembre qui était beaucoup plus étendue que celle qui nous attend le 26 avril. On va simplement appliquer les mêmes méthodes qui ont été utilisées et aussi en étroite collaboration et avec le soutien du PNUD, comme ça a été fait au mois de décembre 2025. On va poursuivre sur cette lancée-là.

Questions des journalistes

Radio Centrafrique (Lucien Selengafou)

- Par rapport à la fermeture de certaines de vos bases dans l'arrière-pays, comment la MINUSCA compte appuyer le gouvernement en termes des zones où la MINUSCA a fermé ses bases ? Merci.

Réponses aux questions

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA
J'ai dit qu'il y aurait une rétrocession officielle de ces différents bâtiments, mais en attendant que cette rétrocession se fasse, il y a par exemple encore certains casques bleus qui restent sur place pour protéger ces lieux en attendant qu'ils soient complètement rétrocédés. Et puis, comme vient de le dire la Représentante spéciale à l'issue de la rencontre avec le Premier ministre ce matin, ensuite, le gouvernement décidera de ce qu'il fera de ses propriétés et prendra les décisions qu'il faudra à ce moment-là. En attendant, on est encore présents pour surveiller et pour sécuriser ces bases militaires.

Questions des journalistes

L'Agora (Melchisédech Bao)
- Comment la MINUSCA appréhende les plaintes de la population face peut-être à la fermeture de ses bases. Quelle est la lecture que la MINUSCA en fait ?

Réponses aux questions

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA
Ce que je peux dire, c'est qu'au niveau de nos bureaux de terrain, il y a un travail de fonds aussi qui est fait avec les autorités nationales, locales, pour vraiment, justement, préparer les populations à ce changement progressif. Mais je répète de nouveau, ça ne veut pas dire, qu'on ne restera pas présents, mais on sera présent d'une manière différente, si je peux l'exprimer comme tel. Les patrouilles vont continuer, elles vont même se multiplier. Il faut vraiment voir ça dans ce sens-là. Ce que aussi je peux dire, c'est que, et je répète, ce sont des bases militaires. Ça veut dire que les activités substantives, par exemple, de nos collègues des différentes sections continueront malgré tout dans ces différentes zones. Il faut vraiment, et on compte sur vous en tant que journaliste, pour faire passer ce message-là, c'est une reconfiguration, c'est un réajustement sur base des trois réalités que j'ai mentionnées tout à l'heure, mais ce n'est en aucun cas un désengagement, bien au contraire.

La protection des civils reste et restera la tâche prioritaire de notre mandat. On va juste pouvoir se réorganiser et faire les choses de manière différente, mais tout en ayant ça à l'esprit et ça comme priorité. Merci beaucoup et je compte sur vous pour faire passer le mot.

Questions des journalistes

LANOCA (Aubin Manassé Ndata)
- Je reviens un peu sur les réseaux d'alertes sécuritaires. Ces réseaux que la MINUSCA utilise pour échanger et travailler sur la situation sécuritaire dans les différents endroits du pays. Comment est-ce que la MINUSCA va aussi implémenter cela avec les forces locales, c'est-à-dire avec les FACA, puisque certaines bases seront fermées et aussi comment cela va se passer ?
- Je vais faire un saut également sur l'intervention de mon collègue, puisque la population n'est pas vraiment préparée à ce relâchement brutal de la part de la MUNISCA. Du moment où les gens sont sécurisés à un certain moment et du coup, il y a une barrière qui est enlevée et ils se sentent exposés peut-être à des tentatives qui peuvent survenir. Ne pensez-vous pas que cela risquerait de fragiliser un peu le processus de paix qui est déjà maintenu et qui reste encore vraiment volatile ? Merci.

Réponses aux questions

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Je vais répéter ce que le Commandant de la Force a dit ici. Il y a un travail qui se fait aussi sur la coordination avec les forces de sécurité centrafricaines. Et d'ailleurs, je pense qu'on peut vraiment dire que la sécurisation des élections de décembre et la préparation de celle du 26 avril 2026 est un excellent exercice, justement, pour améliorer la coordination. Et on a vu déjà pas mal d'améliorations qui se sont passées entre l'enregistrement des électeurs l'année passée (2024), les scrutins groupés du mois de décembre 2025 et la situation à l'heure actuelle. Il y a beaucoup de leçons qui ont été tirées et qui vont permettre justement de continuer dans ce sens-là et finalement de cadrer tout ce travail. Je répète, on va aussi renforcer notre mobilité, c'est-à-dire qu'on va aussi augmenter notre mobilité et les informations récoltés au niveau des mécanismes d'alerte précoce vont être partagées également. Ça fait partie de cette coordination et ça fait partie de ce travail conjoint.

Pour la population, je pense que j'ai donné les éléments. Je crois que c'est un travail conjoint qu'on doit faire tous ensemble et vous en faites partie aussi.

Mais que, je ne suis pas d'accord à ce que vous dites, ce ne se fait du jour au lendemain comme un « boum », pour reprendre votre expression, ce n'est pas correct de dire ça de cette manière. On parle de 21 bases sur plus de 70 qui étaient présentes. Il en reste encore énormément. Il y a encore des bureaux de terrain. Aussi, je pense qu'il faut souligner le fait que ça permet aussi à cette restauration de l'autorité de l'État de pouvoir se mettre en œuvre.

Merci à toutes et à tous. L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site web de la Mission, sur Facebook, X, YouTube et Instagram.

Merci à tous pour votre participation.